

l'accomplissement d'un acte de commerce et périodiquement jusqu'à la fin de l'exécution de ce contrat, que son cocontractant s'acquitte de ses obligations au regard des dispositions du premier alinéa de l'article ***L. 8251-1***.

## L. 8254-2

Ordonnance n°2020-1733 du 16 décembre 2020 - art. 16

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La personne qui méconnaît l'article ***L. 8254-1*** est tenue solidairement avec son cocontractant, sans préjudice de l'application des articles ***L. 8222-1*** à ***L. 8222-6***, au paiement :

1° Du salaire et des accessoires de celui-ci dus à l'étranger non autorisé à travailler, conformément au 1° de l'article ***L. 8252-2*** ;

2° Des indemnités versées au titre de la rupture de la relation de travail, en application soit du 2° de l'article ***L. 8252-2***, soit des articles ***L. 1234-5***, ***L. 1234-9***, ***L. 1243-4*** et ***L. 1243-8*** ou des stipulations contractuelles, lorsque celles-ci conduisent à une solution plus favorable pour le salarié ;

3° De tous les frais d'envoi des rémunérations impayées vers le pays dans lequel l'étranger est parti volontairement ou a été reconduit, mentionnés au 3° de l'article ***L. 8252-2*** ;

4° De la contribution spéciale prévue à l'article ***L. 8253-1*** du présent code et de la contribution forfaitaire prévue à l'article ***L. 822-2*** du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

## L. 8254-2-1

LOI n°2016-274 du 7 mars 2016 - art. 18 - Conseil Constit. 2017-674 QPC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Toute personne mentionnée à l'article ***L. 8254-1***, informée par écrit par un agent mentionné à l'article ***L. 8271-1-2***, par un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnels d'employeurs ou une institution représentative du personnel que son cocontractant ou un sous-traitant direct ou indirect de ce dernier emploie un étranger non autorisé à travailler enjoint aussitôt à son cocontractant de faire cesser cette situation. L'employeur mis ainsi en demeure informe la personne mentionnée au premier alinéa des suites données à l'injonction. Si celle-ci n'est pas suivie d'effet, la personne mentionnée au premier alinéa peut résilier le contrat aux frais et risques du cocontractant.

La personne qui méconnaît le premier alinéa ainsi que son cocontractant sont tenus, solidairement avec le sous-traitant employant l'étranger non autorisé à travailler, au paiement des rémunérations et charges, contributions et frais mentionnés à l'article ***L. 8254-2***.

## L. 8254-2-2

LOI n°2016-274 du 7 mars 2016 - art. 18 - Conseil Constit. 2017-674 QPC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Toute personne condamnée en vertu de l'article ***L. 8256-2*** pour avoir recouru sciemment aux services d'un employeur d'un étranger non autorisé à travailler est tenue solidairement avec cet employeur au paiement des rémunérations et charges, contributions et frais mentionnés aux 1° à 4° de l'article ***L. 8254-2***.

## L. 8254-3

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le particulier qui conclut pour son usage personnel, celui de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité, concubin, de ses ascendants ou descendants un contrat dont l'objet porte sur une obligation d'un